

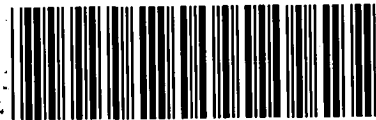
DON'T
STAPLE**OS AA01**Statement of details of parent law and other
information for an overseas company

Companies House

✓ **What this form is for**
You may use this form to
accompany your accounts
disclosed under parent law.

✗ **What this form is NOT**
You cannot use this for
an alteration of manner
with accounting requirements.

THURSDAY



A18

ABGH242G

10/11/2022

#108

COMPANIES HOUSE

Part 1 Corporate company nameCorporate name of
overseas company ①

Berry Palmer & Lyle SAS

UK establishment
number

B R 0 2 1 2 1 0

→ **Filling in this form**Please complete in typescript or in
bold black capitals.All fields are mandatory unless
specified or indicated by *① This is the name of the company in
its home state.**Part 2 Statement of details of parent law and other
information for an overseas company****A1 Legislation**Please give the legislation under which the accounts have been prepared and
audited.

Legislation ②

French GAAP

② This means the relevant rules or
legislation which regulates the
preparation of accounts.**A2 Accounting principles**

Accounts

Have the accounts been prepared in accordance with a set of generally accepted
accounting principles?

Please tick the appropriate box.

☐ No. Go to **Section A3**.☒ Yes. Please enter the name of the organisation or other
body which issued those principles below, and then go to **Section A3**.③ Please insert the name of the
appropriate accounting organisation
or body.Name of organisation
or body ③

Autorite des Normes Comptables

OS AA01

Statement of details of parent law and other information for an overseas company

A3**Audited accounts**

Audited accounts

Have the accounts been audited in accordance with a set of generally accepted auditing standards?

Please tick the appropriate box.

☐

No. Go to Part 3 'Signature'.

☒

Yes. Please enter the name of the organisation or other body which issued those standards below, and then go to Part 3 'Signature'.

❶ Please insert the name of the appropriate accounting organisation or body.

Name of organisation or body ❶

La Compagnie nationale des commissaires aux compte

Part 3**Signature**

I am signing this form on behalf of the overseas company.

Signature

Signature

X**X**

This form may be signed by:
Director, Secretary, Permanent representative.

OS AA01

Statement of details of parent law and other information for an overseas company



Presenter information

You do not have to give any contact information, but if you do it will help Companies House if there is a query on the form. The contact information you give will be visible to searchers of the public record.

Contact name	James McFarlane
Company name	Berry Palmer & Lyle SAS
Address	52 Lime Street
Post town	London
County/Region	
Postcode	E C 3 M 7 A F
Country	UK
DX	
Telephone	0207 375 9588



Checklist

We may return forms completed incorrectly or with information missing.

Please make sure you have remembered the following:

- ☐ The company name and, if appropriate, the registered number, match the information held on the public Register.
- ☐ You have completed all sections of the form, if appropriate.
- ☐ You have signed the form.



Important information

Please note that all this information will appear on the public record.



Where to send

You may return this form to any Companies House address:

England and Wales:

The Registrar of Companies, Companies House,
Crown Way, Cardiff, Wales, CF14 3UZ.
DX 33050 Cardiff.

Scotland:

The Registrar of Companies, Companies House,
Fourth floor, Edinburgh Quay 2,
139 Fountainbridge, Edinburgh, Scotland, EH3 9FF.
DX ED235 Edinburgh 1

Northern Ireland:

The Registrar of Companies, Companies House,
Second Floor, The Linenhall, 32-38 Linenhall Street,
Belfast, Northern Ireland, BT2 8BG.
DX 481 N.R. Belfast 1.



Further information

For further information, please see the guidance notes on the website at www.gov.uk/companieshouse or email enquiries@companieshouse.gov.uk

This form is available in an alternative format. Please visit the forms page on the website at www.gov.uk/companieshouse

mazars

61 rue Henri Regnault
92400 La Défense

BERRY PALMER AND LYLE SAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/03/2022

BERRY PALMER AND LYLE SAS

Société anonyme simplifiée au capital de 40 000€

Siège social : 91, rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris

RCS Paris B 722 035 193

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/03/2022

A l'associé unique de la société BERRY PALMER AND LYLE SAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BERRY PALMER AND LYLE SAS relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 3 de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation de la provision pour indemnités de retraites. La note expose l'incidence de ce changement de méthode comptable sur l'exercice.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par décision de l'associé unique.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

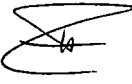
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 20 septembre 2022

Le Commissaire aux comptes,

Mazars

DocuSigned by:


 71B40773A4B343D...
 Guillaume WADOUX

COMPTES ANNUELS

SAS BERRY PALMER AND LYLE

91 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Exercice clos le 31/03/2022

APE : 6622Z

SIRET : 72203519300027

Sommaire

1. Etats de synthèse des comptes

Bilan actif	3
Bilan passif	4
Compte de résultat	5
Compte de résultat (suite)	6

2. Annexe

Bilan actif

	31/03/2022 Brut	Amortissements Dépréciations	31/03/2022 Net	31/03/2021 Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similai				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	249 340	243 489	5 851	9 836
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	39 924		39 924	38 916
	289 264	243 489	45 775	48 751
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	6 010 886		6 010 886	4 759 276
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	92 709		92 709	92 709
Disponibilités	24 783 149		24 783 149	12 357 521
Charges constatées d'avance (3)	1 127 963		1 127 963	1 469 332
	32 014 707		32 014 707	18 678 839
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	32 960		32 960	13 014
TOTAL GENERAL	32 336 931	243 489	32 093 443	18 740 604
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/03/2022	31/03/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	374 928	222 182
Report à nouveau	3 040 785	3 404 270
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	6 880 640	1 272 549
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	10 340 353	4 943 002
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	667 421	50 454
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	667 421	50 454
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	1 423 728	781 770
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 084 511	280 906
Dettes fiscales et sociales	4 983 174	4 480 963
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 638 464	6 502 774
Produits constatés d'avance (1)	955 793	1 700 734
TOTAL DETTES	21 085 669	13 747 148
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	32 093 443	18 740 604
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	21 085 669	13 747 148
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/03/2022 France	31/03/2022 Exportations	31/03/2022 Total	31/03/2021 Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	815 919	27 719 265	28 535 183	18 747 806
Chiffre d'affaires net			28 535 183	18 747 806
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			7 507	
Autres produits			228 164	13 789
Total produits d'exploitation (I)			28 770 855	18 761 595
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			8 933 053	7 526 039
Impôts, taxes et versements assimilés			572 285	273 757
Salaires et traitements			8 242 460	7 069 626
Charges sociales			2 197 855	1 738 829
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
– Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 028	7 924
– Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
– Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
– Pour risques et charges : dotations aux provisions				10 249
Autres charges			213 096	87 003
Total charges d'exploitation (II)			20 162 778	16 713 428
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			8 608 077	2 048 166
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			-28 730	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			-28 730	
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			3 837	1 589
Différences négatives de change			4 743	8 921
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			8 579	10 509
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-37 309	-10 509
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			8 570 768	2 037 657

Compte de résultat (suite)

	31/03/2022 Total	31/03/2021 Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	5 117	5 244
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	5 117	5 244
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-5 117	-5 244
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	1 685 012	759 863
Total des produits (I+III+V+VII)	28 742 125	18 761 595
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	21 861 485	17 489 045
BENEFICE OU PERTE	6 880 640	1 272 549
(a) Y compris :		
– Redevances de crédit-bail mobilier		
– Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2022 dont le total est de 32 093 443 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 6 880 640 €.

FAITS SIGNIFICATIFS

Les directeurs ont déterminé que le principe de continuité d'exploitation pour la préparation de ces états financiers reste approprié après avoir évalué les principaux risques et, nonobstant les signes positifs d'un retour à une normalité relative, ils continuent d'envisager l'impact d'une baisse sévère mais plausible de la demande pour les services du Groupe à la lumière de la COVID-19.

L'étendue et la durée complètes de la crise de la COVID-19 restent inconnues, ce qui rend la planification de scénarios complexe. Cela dit, pendant les périodes initiales de confinement, toutes les opérations ont continué à fonctionner et nous avons pu servir les clients grâce à la qualité de notre infrastructure informatique qui nous a permis de bien travailler à distance.

La pandémie n'a pas encore eu d'impact sur les revenus du courtage, que ce soit en raison de la réduction de l'activité des clients du côté de la demande ou de l'appétit réduit des assureurs en raison de la volatilité accrue du risque de crédit du côté de l'offre. Les niveaux actuels des demandes sont comparables à ceux des années précédentes. Du côté de l'offre, bien que l'appétit des assureurs pour le risque ait évolué et soit devenu plus conservateur, il reste fort et, grâce à la base de clients de longue date et bien réputés du Groupe, nous continuons à être en mesure de répondre à une grande partie de la demande avec la capacité d'assureur. L'une des principales préoccupations au début de la pandémie était que les assureurs pourraient subir une augmentation significative des demandes d'indemnisation en raison de l'augmentation des défauts de paiements et des faillites. Alors que l'activité de réclamation a été importante dans le secteur de l'assurance crédit monoligne, le marché du crédit spécialisé dans lequel nous opérons n'a pas encore connu de pertes significatives.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les Comptes Annuels sont établis conformément au règlement ANC 2014-03 du 3 avril 2014 et l'ensemble des mises à jour suivantes ainsi que les principes comptables fondamentaux (prudence, permanence des méthodes, indépendance des exercices, continuité de l'activité).

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des Comptes Annuels.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

ANNEXE

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le plan suivant :

– Installations générales et agencements divers	– durée : entre 5 et 10 ans	– mode linéaire
– Matériel informatique	– durée : 5 ans	– mode linéaire
– Matériel de bureau	– durée : 5 ans	– mode linéaire
– Mobilier	– durée : 5 ans	– mode linéaire

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

2. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3. Provision et engagement retraite

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les engagements de retraite à la clôture de l'exercice, en matière d'indemnités de fin de carrière, s'élèvent à 667 421 €.

La société a opéré un changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation de la provision d'engagement de retraite à compter du 1er avril 2021. La société avait opté historiquement pour une comptabilisation partielle de ses engagements de retraite en appliquant une méthode simplifiée. Elle a décidé

ANNEXE

d'appliquer la recommandation n°2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables.

Des explications plus précises concernant ce changement seront indiquées dans le paragraphe "Changement de méthode"

Cette dette a été estimée sur la base de l'approche actuarielle. Les hypothèses de calcul suivantes ont été retenues :

- Age de départ des salariés : 65-67 ans
- Taux convention collective : 20%
- Taux d'actualisation : Obligations Corporate AA soit 1,64% au 31 mars 2022
- taux de revalorisation des salaires : 2 %
- taux de charges sociales et patronales : 50 %
- pas de Turnover
- Table de mortalité : INSEE 2008-2010

4. Produits et charges exceptionnelles

Les éléments des activités ordinaires même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant sont compris dans le résultat courant. Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

5. Traitement des commissions et des primes

Les commissions sont comptabilisées en totalité dans le chiffre d'affaires à la date d'acquisition ou de reconduction des contrats.

Certains contrats de courtage intègrent la gestion de sinistres. Les charges de gestion liées à la gestion sont éventuelles et incertaines tant dans leur survenance que dans leur montant. Elles sont susceptibles d'apparaître pendant la période de couverture ou au-delà, jusqu'à ce que les sinistres concernés soient définitivement clos.

A la date d'inventaire, BPL a comptabilisé en chiffre d'affaires des commissions de gestion selon le principe de rattachement à l'exercice des charges et des produits, lui permettant de provisionner les charges :

- en cours : pour la part des commissions rattachées à la période à courir entre la date de clôture et le terme de la police ou du traité,
- résiduelle : sur les sinistres non clos au terme de la couverture d'assurance ou de réassurance qui cours

Les deux composantes sont additionnées pour déterminer la provision pour services à rendre. Cette provision s'élève à 955 k€

6. Entreprises liées

Le solde de la dette à la clôture s'élève à 1 423 728 €.

7. Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires payés durant l'exercice fiscal 2022 s'élèvent à la somme de 18 551 euros HT.

ANNEXE**8. Consolidation**

La société mère BPL (Holdings) Limited - 52 Lime Street, London, United Kingdom, EC3M 7AF intègre dans son périmètre de consolidation les comptes de BPL France.

9. Effectif

La société emploie 46 salariés à la clôture :

- 40 personnes sont employées dans la succursale londonienne,
- 1 personne est employée dans la succursale de Genève,
- 5 personnes sont employées chez BPL France.

ANNEXE

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

1) Changement de méthode comptable :

La société a opéré un changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation de la provision d'engagement de retraite à compter du 1er avril 2021. La société avait opté historiquement pour une comptabilisation partielle de ses engagements de retraite en appliquant une méthode simplifiée. Elle a décidé d'appliquer la recommandation n°2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables.

Si cette méthode avait été appliqué lors de la clôture du 31 mars 2021, le montant de provision aurait été de 674 928 € au lieu de 50 454 €, soit une variation de 624 474 €. Cette variation a été comptabilisé dans le compte de report à nouveau (110000) en contrepartie du compte de bilan de la provision retraite (153000).

La variation due au changement de méthode entre la clôture du 31 mars 2021 et 31 mars 2022 aurait été de 674 928 – 667 421, soit –7 507 €, comptabilisé dans le compte de reprise de provisions (781500).

Le changement de méthode est rétrospectif et les principaux postes des exercices antérieurs présentés, retraités selon la nouvelle méthode seraient les suivants :

Bilan actif	31/03/2022	31/03/2021	Variation
Actif immobilisé	45 775	48 751	(2 976)
Actif circulant	32 047 668	18 691 853	13 355 815
Total	32 093 443	18 740 604	13 352 839

Bilan passif	31/03/2022	31/03/2021	Variation
Capitaux propres	10 340 353	4 318 528	6 021 825
Prov. risques et charges	667 421	674 928	(7 507)
Dettes	21 085 669	13 747 148	7 338 521
Total	32 093 443	18 740 604	13 352 839

Compte de résultat	31/03/2022	31/03/2021	Variation
Chiffre d'affaires	28 535 183	18 747 806	9 787 377
Reprises de provisions	7 507	0	0
Autres produits	228 164	13 789	214 375
Résultat d'exploitation	8 608 077	2 048 166	6 559 911
Résultat financier	(37 309)	(10 509)	(26 800)
RCAI	8 570 768	2 037 657	6 525 604
Résultat exceptionnel	(5 117)	(5 244)	127
Impôts sur les bénéfices	1 685 012	759 863	925 149
Bénéfice	6 880 640	1 272 549	5 600 584

ANNEXE

2) Changements d'estimations :

Ce changement de méthode comptable n'est pas un changement d'estimation.

3) Corrections d'erreurs :

Ce changement de méthode comptable n'est pas une correction d'erreur.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Bien que la crise en Russie et en Ukraine entraînera sans aucun doute des pertes sur le marché de l'assurance-crédit et du risque politique, l'ampleur de ces pertes n'est pas encore connue et il est donc difficile de les quantifier à l'heure actuelle.

Dans l'ensemble, le marché de l'assurance-crédit et du risque politique est beaucoup moins exposé à ces pays qu'auparavant, ayant consciemment réduit les agrégations depuis l'annexion de la Crimée en 2014. L'exposition au crédit du marché de l'assurance-crédit et du risque politique en Russie concerne presque exclusivement des débiteurs russes de premier ordre pour lesquels les implications des sanctions sont encore en cours d'évolution. En Ukraine, les problèmes prédominants en matière d'assurance-crédit et du risque politique sont liés à la couverture de la violence politique où les pertes doivent encore être quantifiées.

Entretemps, la société ne connaît pas encore de durcissement significatif du marché et les volumes d'affaires et les niveaux de revenus se maintiennent. L'attention se portera sur la saison de renouvellement de la réassurance 2023 qui pourrait voir les réassureurs contracter un soutien ou imposer des contraintes supplémentaires aux assureurs directs, ce qui entraînerait une réduction de l'appétit du marché pour l'assurance-crédit et le risque politique et/ou une hausse des prix. Cependant, historiquement, la société s'est bien comportée sur les marchés difficiles grâce à sa prestigieuse base de clients qui constitue une couverture naturelle, car les assureurs privilégient généralement les contreparties solides et les partenariats de valeur en période de stress économique, tout en ayant tendance à augmenter les taux de prime pour compenser le risque accru, ce qui entraîne une augmentation proportionnelle des revenus de commissions.

Translation House
2 Bridewell Place
London EC4V 6AP

t : + 44 (0) 20 7842 0171
f : + 44 (0) 20 7842 0172

e : enquiry@templetranslations.com
w : www.templetranslations.com

New York office
19 West 44th Street
Suite 1417
New York NY 10036

t : + 1 212 867 4545
f : + 1 212 867 4999

CERTIFICATE

I, Michael McCafferty, BA (Hons), representing Temple Translations Limited as co-ordinators competent to translate from French and into English, hereby certify that the attached English translation of the Report of the Statutory Auditor on the Annual Accounts is to the best of my knowledge a true and accurate English translation of the original French document.

Date: 23/09/2022

Signed: 



mazars

61 rue Henri Regnault
92400 La Défense

BERRY PALMER AND LYLE SAS

Report of the Statutory Auditor on the annual accounts

Financial year having ended on 31/03/2022

CERTIFIED AS A CORRECT
TRANSLATION OF THE
ORIGINAL.

T. Cas 9/11/22

TIMOTHY JON CULIS,
DIRECTOR, FCCA 0948471

Mazars

Société anonyme [limited company] chartered accountancy and
statutory auditing firm with Management Board and Supervisory Board
Registered office: 61 rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense Cedex
Share capital 8,320,000 euros – RCS Nanterre 784 824 153



BERRY PALMER AND LYLE SAS

Société anonyme simplifiée [simplified limited company] with share capital of €40,000

Registered office: 91, rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris

RCS Paris B 722 035 193

Report of the Statutory Auditor on the annual accounts

Financial year having ended on 31/03/2022

To the sole shareholder of BERRY PALMER AND LYLE SAS.

Opinion

Pursuant to the mission conferred on us by the General Meeting, we have audited the annual accounts of the company BERRY PALMER AND LYLE SAS relative to the financial year having ended on 31 March 2022, as attached to this report.

We certify that the annual accounts are accurate and fair with respect to French accounting rules and principles, and give a true picture of the result of the operations for the past financial year and of the financial situation and assets of the company at the end of that financial year.

Grounds of the opinion**Audit benchmark**

We conducted our audit in accordance with the professional standards applicable in France. We consider that the information we have collected is sufficient and appropriate to found our opinion.

The responsibilities incumbent upon us pursuant to these standards are indicated in the part "Responsibilities of the Statutory Auditor relative to audits of annual accounts" of this report.

Independence

We conducted our audit mission with respect for the rules of independence laid down in the French Commercial Code and the Code of Ethics of the profession of Statutory Auditor, over the period from 1st April 2021 to the date of issuance of our report.

Report of the Statutory Auditor on the annual accounts
Financial year having ended on 31/03/2022



Observation

Without undermining the opinion expressed above, we draw your attention to the following point presented in Note 3 to the annual accounts concerning the change in accounting method relative to posting the provision for pension benefits. The note sets out the impact of this change of accounting method on the financial year.

Justification of the assessments

The global crisis linked to the Covid-19 pandemic created unusual conditions for the preparation and audit of the accounts of this financial year. Indeed, this crisis and the exceptional measures taken in the context of the state of health emergency led to multiple consequences for businesses, particularly for their activity and their finances, as well as increased uncertainty over their future prospects. Some of these measures, such as travel restrictions and remote working, also had an impact on the internal organisation of companies and on the terms of implementation of audits.

It is in this complex and evolving context that, pursuant to the provisions of Articles L. 823-9 and R. 823-7 of the French Commercial Code on the justification of our assessments, we inform you of the following assessments which, in our professional judgement, were the most important for the audit of the annual accounts of the financial year.

The assessments thus made fall within the context of the audit of annual accounts as a whole and the formation of our opinion expressed above. We do not express any opinion on elements of these annual accounts taken in isolation.

Specific verifications

In compliance with the professional standards applicable in France, we have also undertaken the specific verifications laid down by the legal and regulatory texts.

Information given in the management report and in the other documents on the financial situation and the annual accounts sent to the sole shareholder

We have no observation to make regarding the accuracy and concordance with the annual accounts of the information given in the management report of the Board of Directors, and in the other documents on the financial situation and the annual accounts sent to the sole shareholder.

We attest to the accuracy and concordance with the annual accounts of the information relative to payment periods mentioned in Article D. 441-6 of the French Commercial Code.



Responsibilities of the management and the persons constituting the corporate governance relative to the annual accounts

It falls to the management to draw up annual accounts presenting a true picture in compliance with French accounting rules and principles, and to put in place the internal control it considers necessary to draft annual accounts not comprising significant anomalies, whether these derive from fraud or error.

When drafting the annual accounts, it is for the management to assess the ability of the company to continue its business, to present in these accounts any information necessary relative to the continuity of the business, and to apply the business continuity accounting convention, unless it is planned to liquidate the company or to cease trading.

The annual accounts are closed by decision of the sole shareholder.

Responsibilities of the Statutory Auditor relative to audits of annual accounts

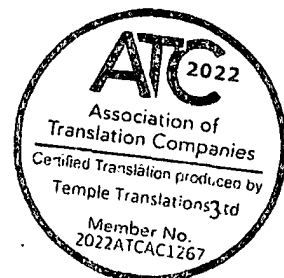
It falls to us to draw up a report on the annual accounts. Our objective is to obtain reasonable assurance that the annual accounts taken as a whole do not comprise significant anomalies. Reasonable assurance corresponds to a high level of assurance, without however guaranteeing that an audit undertaken in compliance with professional standards makes it possible to systematically detect every significant anomaly. Anomalies may derive from fraud or error, and are considered significant when it can be reasonably expected that, taken individually or cumulatively, they could influence the economic decisions that users make on the basis of those accounts.

As specified in Article L. 823-10-1 of the French Commercial Code, our accounts certification mission does not consist of guaranteeing the viability or the quality of management of your company.

Within the framework of an audit undertaken in compliance with the professional standards applicable in France, the Statutory Auditor exercises its professional judgement throughout this audit.

Furthermore:

- it identifies and assesses the risks that the annual accounts could comprise significant anomalies, whether these derive from fraud or error, defines and implements audit procedures given these risks, and gathers the information it deems sufficient and appropriate to found its opinion. The risk of non-detection of a significant anomaly deriving from fraud is higher than that of a significant anomaly resulting from error, because fraud may involve collusion, falsification, deliberate omission, false declarations, or bypassing of internal control;
- it reads the relevant internal control for the audit in order to define appropriate audit procedures in the circumstances, and not with the aim of expressing an opinion about the effectiveness of the internal control;

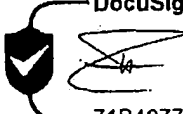


- it assesses the appropriate nature of the accounting methods used and the reasonable nature of the accounting estimates made by the management, as well as the information concerning them provided in the annual accounts;
- it assesses the appropriate nature of the application by the management of the business continuity accounting convention and, depending ended on the information collected, the existence of any significant uncertainty linked to events or circumstances that could undermine the capacity of the company to continue its business. This assessment draws on the information gathered up to the date of its report, however it is stated that later circumstances or events could undermine the continuity of the business. If it concludes on the existence of a significant uncertainty, it will draw the attention of the readers of its report to the information provided in the annual accounts on the subject of that uncertainty, or, if this information is not provided or not relevant, it shall provide certification with reserves or a refusal to certify;
- it assesses the overall presentation of the annual accounts and evaluates whether the annual accounts reflect the underlying operations and events so as to give a true picture thereof.

Done in Courbevoie, 20 September 2022

The Statutory Auditor,

Mazars

DocuSigned by:

 71B40773A4B343D...
 Guillaume WADOUX

Report of the Statutory Auditor on the annual accounts
 Financial year having ended on 31/03/2022



ANNUAL ACCOUNTS

SAS BERRY PALMER AND LYLE

91 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Financial year having ended on 31/03/2022

APE: 6622Z

SIRET: 72203519300027

CERTIFIED AS A CORRECT TRANSLATION
OF THE ORIGINAL.

T. C. 9/11/22

TIMOTHY JOHN GALLIS,

DIRECTOR, FCCA 0948471

Report of the Statutory Auditor on the annual accounts
Financial year having ended on 31/03/2022



Contents

1. Summary statements of the accounts	
Assets balance sheet	3
Liabilities balance sheet	4
Income statement	5
Income statement (continued)	6
2. Notes	



Assets Balance sheet

	31/03/2022 Gross	Amortisation Depreciation	31/03/2022 Net	31/03/2021 Net
Uncalled subscribed capital				
CAPITALISED ASSETS				
Intangible assets				
Start-up costs				
Research and development costs				
Concessions, patents, licences, software, rights & similar assets				
Goodwill (1)				
Other intangible assets				
Advances and down payments on intangible assets				
Tangible assets				
Land				
Constructions				
Technical installations, equipment and industrial tools				
Other tangible assets	249,340	243,489	5,851	9,836
Tangible assets in progress				
Advances and down payments				
Financial assets (2)				
Equity holdings (equity accounted)				
Other equity holdings				
Receivables from equity holdings				
Other capitalised securities				
Loans				
Other financial assets	39,924		39,924	38,916
	289,264	243,489	45,775	48,751
CIRCULATING ASSETS				
Stocks and works in progress				
Raw materials and other supplies				
Production in progress (goods and services)				
Interim and finished products				
Goods				
Advances and down payments paid on orders				
Receivables (3)				
Trade accounts receivable and related receivables				
Other receivables	6,010,886		6,010,886	4,759,276
Subscribed and called capital, unpaid				
Miscellaneous				
Investment securities	92,709		92,709	92,709
Cash assets	24,783,149		24,783,149	12,357,521
Prepaid expenses (3)	1,127,963		1,127,963	1,469,332
	32,014,707		32,014,707	18,678,830
Loan issue costs to be staggered				
Bond redemption premiums				
Unrealised foreign exchange losses	32,960		32,960	13,014
GRAND TOTAL	32,336,931	243,489	32,093,443	18,740,604
(1) Of which lease right				
(2) Of which under one year (gross)				
(3) Of which over one year (gross)				



Liabilities Balance sheet

	31/03/2022	31/03/2021
EQUITY		
Share capital	40,000	40,000
Issue, merger, contribution, etc. premiums		
Revaluation surplus		
Legal reserve	4,000	4,000
Statutory or contractual reserves		
Regulated reserves		
Other reserves	374,928	222,182
Carry forward	3,040,785	3,404,270
RESULT OF THE FINANCIAL YEAR (profit or loss)	6,880,640	1,272,549
Investment subsidies		
Regulated provisions		
TOTAL EQUITY	10,340,353	4,943,002
OTHER EQUITY		
Income from equity security issues		
Conditional advances		
TOTAL OTHER EQUITY		
PROVISIONS FOR LIABILITIES AND CHARGES		
Provisions for liabilities		
Provisions for charges	667,421	50,454
TOTAL PROVISIONS FOR LIABILITIES AND CHARGES	667,421	50,454
DEBTS (1)		
Convertible bond loans		
Other debenture loans		
Borrowing and debts with credit institutions (2)		
Miscellaneous financial borrowing and debts (3)	1,423,728	781,770
Advances and down payments received on orders in progress		
Trade accounts payable and related debts	3,084,511	280,906
Tax and social debts	4,983,174	4,480,963
Debts on fixed assets and related debts		
Other debts	10,638,464	6,502,774
Prepaid income (1)	955,793	1,700,734
TOTAL DEBTS	21,085,669	13,747,148
Unrealised foreign exchange gains		
GRAND TOTAL	32,093,443	18,740,604
(1) Of which over one year (a)		
(1) Of which under one year (a)	21,085,669	13,747,148
(2) Of which bank facilities and credit bank balances		
(3) Of which equity loans		
(a) With the exception of advances and down payments received on orders in progress		



Income Statement

	31/03/2022 France	31/03/2022 Export	31/03/2022 Total	31/03/2021 Total
Operating income (1)				
Sales of goods				
Production sold (goods)				
Production sold (services)	815,919	27,719,265	28,535,183	18,747,806
Net revenues			28,535,183	18,747,806
Production stored				
Capitalised production				
Operating subsidies				
Reversals on provisions (and amortisation), transfers of expenses			7,507	
Other income			228,164	13,789
Total operating income (I)			28,770,855	18,761,595
Operating expenses (2)				
Purchases of goods				
Inventory change				
Purchases of raw materials and other supplies				
Inventory change				
Other purchases and external expenses (a)			8,933,053	7,526,039
Taxes, duties and equivalent payments			572,285	273,757
Salaries and wages			8,242,460	7,069,626
Social charges			2,197,855	1,738,829
Allocations to amortisation and depreciation:				
- On fixed assets: allocations to amortisation			4,028	7,924
- On fixed assets: allocations to depreciation				
- On circulating assets: allocations to depreciation				
- For liabilities and charges: allocations to provisions				10,249
Other expenses			213,096	87,003
Total operating expenses (II)			20,162,778	16,713,428
OPERATING RESULT (I-II)			8,608,077	2,048,166
Shares of result on pooled operations				
Profit allocated or loss transferred (III)				
Loss borne or profit transferred (IV)				
Financial income				
From equity holdings (3)				
From other investment securities and receivables of the capitalised assets (3)				
Other interest and equivalent income (3)			-28,730	
Reversals on provisions and depreciation and transfers of expenses				
Foreign exchange gains				
Net income on assignments of investment securities				
Total financial income (V)			-28,730	
Financial expenses				
Allocations to amortisation, depreciation and provisions				
Interest and equivalent expenses (4)			3,837	1,589
Foreign exchange losses			4,743	8,921
Net expenses on assignments of investment securities				
Total financial expenses (VI)			8,579	10,509
FINANCIAL RESULT (V-VI)			-37,309	-10,509
CURRENT RESULT before taxes (I-II+III-IV+V-VI)			8,570,768	2,037,657

Income Statement (continued)

	31/03/2022 Total	31/03/2021 Total
Exceptional income		
On management operations		
On capital operations		
Reversals on provisions and depreciation and transfers of expenses		
Total exceptional income (VII)		
Exceptional expenses		
On management operations	5,117	5,244
On capital operations		
Allocations to amortisation, depreciation and provisions		
Total exceptional expenses (VIII)	5,117	5,244
EXCEPTIONAL RESULT (VII-VIII)	-5,117	-5,244
Employee profit sharing (IX)		
Tax on earnings (X)	1,685,012	759,863
Total income (I+III+V+VII)	28,742,125	18,761,595
Total expenses (II+IV+VI+VIII+IX+X)	21,861,485	17,489,045
PROFIT OR LOSS	6,880,640	1,272,549
(a) Of which:		
- Hire purchase fees		
- Property leasing fees		
(1) Of which income relating to previous financial years		
(2) Of which expenses relating to previous financial years		
(3) Of which income concerning affiliates		
(4) Of which interest concerning affiliates		



NOTES

To the balance sheet before appropriation of the financial year having ended on 31/03/2022, the total of which is €32,093,443, and to the income statement of the financial year, presented in list form, and showing a result of €6,880,640.

SIGNIFICANT EVENTS

The directors have determined that the principle of business continuity for the preparation of these financial statements remains appropriate, after having assessed the principal risks, and, notwithstanding the positive signs of a return to relative normality, they continue to envisage the impact of a severe but plausible drop in demand for the Group's services in the light of Covid-19.

The extent and full duration of the Covid-19 crisis remain unknown, which makes scenario planning complex. That said, during the initial periods of lockdown, all operations continued to function and we were able to serve our clients thanks to the quality of our IT infrastructure, which enables us to work fully remotely.

The pandemic has not yet had an impact on the income from brokerage, whether owing to the reduction in activity of the clients regarding demand or the reduced appetite of insurers owing to the increased volatility of the credit risk regarding supply. The current levels of requests are comparable to those of previous years. Regarding supply, although insurers' risk appetite has evolved and has become more conservative, it remains strong and, thanks to the longstanding and well reputed client base of the Group, we continue to be able to respond to a large part of the demand with the capacity of insurer. One of the main concerns at the start of the pandemic was that insurers could suffer a significant increase in claims for compensation owing to the increase in payment defaults and bankruptcies. Although the claims activity has been high in the monoline credit insurance sector, the specialised credit market in which we operate has not yet experienced any significant losses.

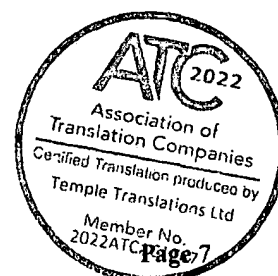
ACCOUNTING RULES AND METHODS

The Annual Accounts have been drafted in compliance with ANC Regulation 2014-03 of 3 April 2014 and all subsequent updates, as well as the fundamental accounting principles (prudence, permanence of methods, independence of financial years, business continuity).

The elements recorded in the accounts are valued according to the historic cost method.

The notes and tables hereunder form an integral part of the Annual Accounts.

The principal accounting methods used are as follows:



NOTES

1. Tangible and intangible assets

The tangible and intangible assets are valued at their cost of acquisition for the assets acquired against payment, at their production cost for the assets produced by the company, and at their market value for assets acquired free of charge and through exchange.

The cost of a fixed asset is constituted of its purchase price, including unrecoverable taxes and customs duties, after deducting any rebates, commercial discounts and reductions in payment of all directly attributable costs incurred to install the asset and commission it ready for the planned use. The transfer duties, fees or commissions and administration fees linked to the acquisition are associated to this acquisition cost.

All costs which do not form part of the price of acquisition of the fixed asset and which cannot be directly associated to the costs made necessary to install the asset and commission it ready for the planned use are posted in expenses.

The amortisation for depreciation is calculated according to the following plan:

- General installations and misc. fittings	- duration: between 5 and 10 years	- linear method
- Computer hardware	- duration: 5 years	- linear method
- Office equipment	- duration: 5 years	- linear method
- Furniture	- duration: 5 years	- linear method

The duration of amortisation upheld by simplification is the probable life for assets which cannot be broken down at the start.

The company assessed the existence of indications showing that the assets could have notably lost value as at the date of closure, considering the internal and external information available to it.

2. Receivables

Receivables are valued at their nominal value. A provision for depreciation is posted when the inventory value is lower than the book value.

3. Pension commitment and provision

Any current obligation resulting from a past event of the company towards a third party, able to be estimated with sufficient reliability and covering identified risks, is posted as provision.

Pension commitments upon closure of the financial year, regarding retirement packages, amounted to €667,421.

The company made a change of accounting method relative to the posting of the pension commitment as from 1st April 2021. The company had historically opted for partial posting of its pension commitments, applying a simplified method. It decided



NOTES

to apply recommendation no. 2013-02 of the Autorité des Normes Comptables [French accounting standards authority].

More specific explanations regarding this change will be indicated in the paragraph "Change of method".

This debt was estimated on the basis of an actuarial approach. The following calculation assumptions were upheld:

- Retirement age of employees: 65-67 years
- Collective convention rate: 20%
- Discounting rate: AA Corporate Bonds, which is 1.64% as at 31 March 2022
- salary restatement rate: 2%
- rate of social and employer's charges: 50%
- no Turnover
- Mortality table: INSEE 2008-2010

4. Exceptional income and expenditure

The elements of the ordinary activities, even exceptional owing to their frequency or their amount, are included in the current result. Only the elements not relating to the ordinary activities of the company were posted in the exceptional result.

5. Treatment of commissions and bonuses

The commissions are posted in their entirety in revenues on the date of acquisition or renewal of the contracts.

Some brokerage contracts integrate claims management. The management charges linked to the management are potential and uncertain both in their occurrence and in their amount. They are liable to occur during the cover period or beyond, until the loss events concerned are definitively closed.

On the inventory date, BPL posted management commissions in revenues according to the principle of association to the financial year of income and expenditure, enabling it to provision the expenses:

- in progress: for the share of the commissions associated to the period to elapse between the date of closure and the end of the policy or agreement,
- residual: on loss events not closed at the end of the current insurance or reinsurance cover period.

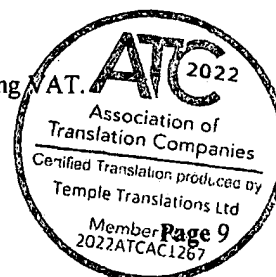
The two components are added together to determine the provision for services to be delivered. This provision amounted to €955k.

6. Affiliates

The balance of the debt on closure amounted to €1,423,728.

7. Fee of the Statutory Auditors

The fees paid during the tax year 2022 amounted to the sum of €18,551 excluding VAT.



NOTES

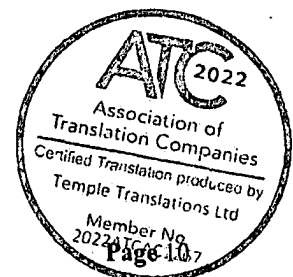
8. Consolidation

The parent company, BPL (Holdings) Limited – 52 Lime Street, London, United Kingdom, EC3M 7AF, integrates the accounts of BPL France into its scope of consolidation.

9. Workforce

The company employed 46 employees at the time of closure:

- 40 people are employed in the London branch,
- 1 person is employed in the Geneva branch,
- 5 people are employed at BPL France.



NOTES

CHANGE OF ACCOUNTING METHOD

1) Change of accounting method:

The company made a change of accounting method relative to the posting of the pension commitment as from 1st April 2021. The company had historically opted for partial posting of its pension commitments, applying a simplified method. It decided to apply recommendation no. 2013-02 of the Autorité des Normes Comptables.

If this method had been applied at the time of closure on 31 March 2021, the amount of the provision would have been €674,928 instead of €50,454, which is a difference of €624,474. This difference was posted in the carry forward account (110000) in counterpart for the pension provision balance sheet account (153000).

The difference due to the change in method between the closure of 31 March 2021 and 31 March 2022 would have been 674,928 – 667,421, which is €-7,507, posted in the reversal of provisions account (781500).

The change of method is retrospective and the principal posts of the prior financial years presented, restated according to the new method, would be as follows:

Assets balance sheet	31/03/2022	31/03/2021	Difference
Capitalised assets	45,775	48,751	(2,976)
Circulating assets	32,047,668	18,691,853	13,355,815
Total	32,093,443	18,740,604	13,352,839
 Liabilities balance sheet	 31/03/2022	 31/03/2021	 Difference
Equity	10,340,353	4,318,528	6,021,825
Prov. liabilities & charges	667,421	674,928	(7,507)
Debts	21,085,669	13,747,148	7,338,521
Total	32,093,443	18,740,604	13,352,839
 Income statement	 31/03/2022	 31/03/2021	 Difference
Revenues	28,535,183	18,747,806	9,787,377
Reversals of provisions	7,507	0	0
Other income	228,164	13,789	214,375
Operating result	8,608,077	2,048,166	6,559,911
Financial result	(37,309)	(10,509)	(26,800)
EBIT	8,570,768	2,037,657	6,525,604
Exceptional income	(5,117)	(5,244)	127
Taxes on earnings	1,685,012	759,863	925,149
Profit	6,880,640	1,272,549	5,600,584



NOTES

2) Changes in estimates:

This change of accounting method is not a change of estimate.

3) Corrections of errors:

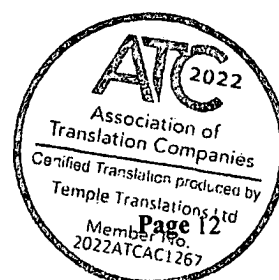
This change of accounting method is not an error correction.

POST-CLOSURE EVENTS

Although the crisis in Russia and Ukraine will undoubtedly entail losses on the market of credit insurance and political risk, the scale of these losses is not yet known and it is therefore difficult to quantify them at the present time.

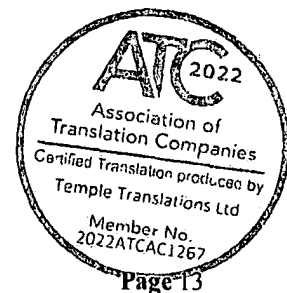
Overall, the market of credit insurance and political risk is much less exposed to these countries than previously, having deliberately reduced aggregation since the annexation of Crimea in 2014. The credit exposure of the market of credit insurance and political risk in Russia almost exclusively concerns leading Russian debtors for whom the implications of the sanctions are still evolving. In Ukraine, the predominant problems in the matter of credit insurance and political risk are linked to the coverage of political violence where losses are yet to be quantified.

In the meantime, the company has not yet experienced any significant hardening of the market and the business volumes and income levels are stable. We will be attentive to the season of renewal of reinsurance in 2023, which could see reinsurers contract support or impose additional constraints on direct insurers, which would lead to a reduction in the appetite of the market for credit insurance and political risk and/or a rise in prices. However, historically, the company has performed well on the difficult markets thanks to its prestigious client base which constitutes a natural coverage, because insurers generally give preference to solid counterparties and valuable partnerships in times of economic stress, while tending to increase premiums so as to offset the increased risk, which entails a proportional increase in the revenues from commissions.



FIXED ASSETS

	Gross value Start of financial year	Increases: Restatements	Increases: Acquisitions
BOX A			
Intangible assets			
Set-up and development costs (I)			
Other intangible asset items (II)			
Tangible assets			
Land			
Constructions on own land			
Construction on others' land			
General installations, fixtures and fittings, constr.			
Technical installations, equipment and ind. tools			
General installations, misc. fixtures and fittings	76,221		
Rolling stock			
Office and IT equipment, furniture	172,968		152
Recoverable and miscellaneous packaging			
Tangible assets in progress			
Advances and down payments			
Total III	249,188		152
Financial assets			
Equity-accounted holdings			
Other equity holdings			
Other capitalised securities			
Loans and other financial assets	38,916		1,008
Total IV	38,916		1,008
GRAND TOTAL (I+II+III+IV)	288,104		1,160



SAS BERRY PALMER AND LYLE

Financial year ending on 31/03/2022

	Reductions By transfer	Reductions By assignment	Gross value end of financial year	Restatements Original value
BOX B				
Intangible assets				
Set-up and development costs (I)				
Other intangible asset items (II)				
Tangible assets				
Land				
Constructions on own land				
Construction on others' land				
General installations, fixtures and fittings, constr.				
Technical installations, equipment and ind. tools				
General installations, misc. fixtures and fittings			76,221	76,221
Rolling stock				
Office and IT equipment, furniture			173,119	173,119
Recoverable and miscellaneous packaging				
Tangible assets in progress				
Advances and down payments				
Total III			249,340	249,340
Financial assets				
Equity-accounted holdings				
Other equity holdings				
Other capitalised securities				
Loans and other financial assets			39,924	39,924
Total IV			39,924	39,924
GRAND TOTAL (I+II+III+IV)			289,264	289,264

Of which gross value of fixed assets relative to the Geneva branch, having been the subject of allocations to amortisation for a sum of €1,377 (including €327 over the financial year):

- Office equipment: €1,081;
- IT: €639.



AMORTISATION

	Value at start of financial year	Increases allocations	Reductions, removals, reversals	Value at end of financial year
Intangible assets				
Set-up and development costs (I)				
Other intangible asset items (II)				
Tangible assets				
Land				
Constructions on own land				
Construction on others' land				
General installations, fixtures and fittings, constr.				
Technical installations, equipment and ind. tools				
General installations, misc. fixtures and fittings	69,040	1,836		70,876
Rolling stock				
Office and IT equipment, furniture	170,313	2,301		172,613
Recoverable and miscellaneous packaging				
Total III	239,353	4,137		243,489
GRAND TOTAL (I+II+III)	239,353	4,137		243,489

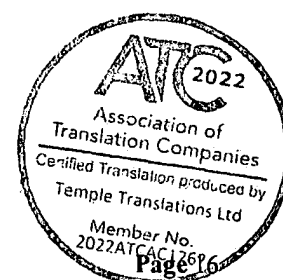
	All. diff. dur.	All. degr. mode	All. am. fisc. fy	Rev. diff. dur.	Rev. degr. mode	Rev. am. fisc. fy	Net mvmt am. end fy
Intangible assets							
Set-up and development costs (I)							
Other intangible asset items (II)							
Tangible assets							
Land							
Constructions on own land							
Construction on others' land							
General installations, fixtures and fittings, constr.							
Technical installations, equipment and ind. tools							
General installations, misc. fixtures and fittings							
Rolling stock							
Office and IT equipment, furniture							
Recoverable and miscellaneous packaging							
Total III							
Costs on equity securities (IV)							
GRAND TOTAL (I+II+III+IV)							

	Net amount start of financial year	Increase	All. financial year to amort	Net amount end of financial year
Loan issue costs to be staggered				
Bond redemption premium				



PROVISIONS AND DEPRECIATION RECORDED ON THE BALANCE SHEET

	Amount at start of financial year	Increases Allocations financial year	Reductions: Reversals financial year	Amount at end of financial year
Regulated provisions				
Provisions for reconstitution mining & oil deposits				
Provisions for investment				
Provisions for price rise				
Exceptional amortisation				
Of which exceptional amortisation of 30%				
Tax provisions for establishment overseas before 0				
Tax provisions for establishment overseas after 0				
Provisions for start-up loans				
Other regulated provisions				
Total I				
Provisions for liabilities and charges				
Provisions for disputes				
Provisions for guarantees given to clients				
Provisions for losses on forward markets				
Provisions for fines and penalties				
Provisions for foreign exchange losses				
Provisions for pensions and similar obligations	50,454	624,474	7,507	667,421
Provisions for taxes				
Provisions for renewal of fixed assets				
Provisions for major repairs				
Provisions for social and tax charges on leave				
Other provisions for liabilities and charges				
Total II	50,454	624,474	7,507	667,421
Depreciation				
On intangible assets				
On tangible assets				
On equity-accounted shares				
On equity securities				
On other financial assets				
On stocks and works in progress				
On client accounts				
Other depreciation				
Total III				
GRAND TOTAL (I + II + III)	50,454	624,474	7,507	667,421
Operating allocations and reversals			7,507	
Financial allocations and reversals				
Exceptional allocations and reversals				



STATEMENT OF RECEIVABLES AND DEBTS

Box A STATEMENT OF RECEIVABLES	Amount	Up to 1 year	Over 1 year
Of the capitalised assets			
Receivables associated to holdings			
Loans (1) (2)			
Other financial assets	39,924		39,924
Of the circulating assets:			
Dubious or litigious clients			
Other trade receivables			
Receivables representative of securities lent			
Staff and related accounts			
Social Security and other social bodies			
Tax on revenues	311,324	311,324	
Value added tax	129,137	129,137	
Other taxes, duties and equivalent payments	12,852	12,852	
Miscellaneous			
Groups and shareholders (2)			
Trade debtors and miscellaneous debtors	5,557,573	5,557,573	
Prepaid expenses	1,127,963	1,127,963	
Total	7,178,773	7,138,849	39,924
(1) Of which loans granted during the financial year			
(1) Of which reimbursements obtained during the f. year			
(2) Loans and advances granted to shareholders			

Of which receivables at up to one year relating to the branches: €6,407,970



STATEMENT OF RECEIVABLES AND DEBTS

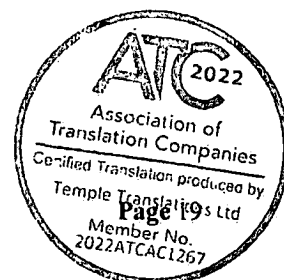
Box B STATEMENT OF DEBTS	Gross amount	Up to 1 year	1 to 5 years	Over 5 years
Convertible bond loans (1)				
Other debenture loans (1)				
Borrowing and debts with credit institutions: (1)				
- max. 1 year at start				
- over 1 year at start				
Miscellaneous borrowing and financial debt (1) (2)				
Trade and related accounts	3,084,511	3,084,511		
Staff and related accounts	4,070,774	4,070,774		
Social Security and other social bodies	877,816	877,816		
Tax on earnings				
Value added tax				
Guaranteed bonds				
Other taxes, duties and equivalent payments	34,584	34,584		
Debts on fixed assets and related accounts				
Group and shareholders (2)	1,423,728	1,423,728		
Other debts	10,638,464	10,638,464		
Debts representative of securities borrowed				
Prepaid income	955,793	955,793		
Total	21,085,669	21,085,669		
(1) Borrowing taken out during the financial year				
(1) Borrowing repaid during the financial year				
(2) Borrowing, debts contracted with shareholders				

Of which debts at up to one year relating to the branches: €19,367,596.



BREAKDOWN OF INCOME RECEIVABLE

	from 01/04/21 to 31/03/22 12 months	from 01/04/20 to 31/03/21 12 months
Receivables associated to equity holdings		
Other capitalised securities		
Loans		
Other financial assets		
Client receivables and related accounts		
Other receivables		
44870000 – Statement – Income receivable		4,047
46870400 – IBA Debtors – CA	5,555,321	4,029,499
	5,555,321	4,033,545
Investment securities		
Cash assets		
Grand Total	5,555,321	4,033,545



BREAKDOWN OF EXPENSES PAYABLE

	from 01/04/21 to 31/03/22 12 months	from 01/04/20 to 31/03/21 12 months
Convertible bond loans		
Other debenture loans		
Borrowing and debts with credit institutions		
Miscellaneous borrowing and financial debts		
Trade debts and related debts		
40810000 – Invoices not received – CL	76,730	32,294
40810200 – FNP Comm JMA	143,897	
40810300 – Accls sus – PSA	26,852	10,017
40810400 – Accls sus – Er'IN on P11D benefits	10,604	8,805
40812000 – Accrual – TP adj	1,966,881	
	2,224,964	51,116
Tax and social debts		
42820000 – Paid leave – CL	91,231	119,959
42860000 – Provision Bonus	889,371	1,007,796
43820000 – Social Charges on Leave Payable – CL	21,844	20,239
43860000 – Social Bodies Charges Payable	792,427	757,924
43861000 – Learning Tax – CL	1,058	1,003
43862000 – Contribution Continuing Training – CL	1,027	973
44820000 – Tax expenses on Paid Leave – CL	8,658	8,161
44861000 – Expenses payable – CET	866	2,148
	1,806,480	1,918,202
Other debts		
GRAND TOTAL	4,031,444	1,969,319

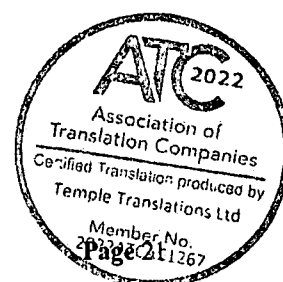
Of which expenses payable relating to the branches: €2,892,034.



BREAKDOWN OF PREPAID INCOME

	from 01/04/21 to 31/03/22 12 months	from 01/04/20 to 31/03/21 12 months
Prepaid income 48710000 – Prepaid income	955,793.04	1,700,734.09
Grand Total	955,793.04	1,700,734.09

Of which total prepaid income relating to the branches: €955,793



BREAKDOWN OF PREPAID EXPENSES

	from 01/04/21 to 31/03/22 12 months	from 01/04/20 to 31/03/21 12 months
Prepaid expenses		
48600000 – Prepaid Expenses – CA	174,671	189,186
48601000 – Prep'ts sus – E&O Insurance	39,599	21,375
48602000 – Comm. invoiced after end of financial year	759,715	1,258,771
48602100 – Accrued Income – Management Fees	153,978	
	1,127,963	1,469,332
Grand Total	1,127,963	1,469,332

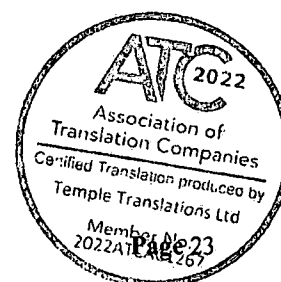
Of which total prepaid income relating to the branches: €882,666.



COMPOSITION OF THE SHARE CAPITAL

Different categories	Value at start of financial year	Par value at end of financial year	Shares at start of financial year	Shares created during financial year	Shares redeemed	Shares at end of financial year
BPL shares	16.00	16.00	2,500	0	0	2,500

The share capital of the company is wholly owned by BPL (Holdings) Limited.



BREAKDOWN OF REVENUES

	France	Overseas	Total
Sale of finished products			
Sale of interim products			
Sale of residual products			
Works			
Studies			
Provision of services			
Sales of goods			
Income from related activities	815,919	27,719,265	28,535,183
TOTAL	815,919	27,719,265	28,535,183



Equity Variation

	Balance as at 01/04/2021	Appropriation of earnings	Increases	Reductions	Balance as at 31/03/2022
Share capital	40,000				40,000
Issue premiums					
Revaluation surplus					
Legal reserve	4,000				4,000
General reserves	222,182		152,746		374,928
Regulated reserves					
Carry forward	3,404,270	104,870			3,040,785
Result of the financial year	1,272,549	-1,272,549	6,880,640	624,474	6,880,640
Dividends		1,167,679			
Investment subsidy					
Regulated provisions					
Total Equity	4,943,002		7,033,385	624,474	10,340,353

